

AADL 2 : l'ordre chronologique d'inscription «toujours respecté»

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4580 - Mardi 18 septembre 2018 - Prix : 10 DA

Humilié par la JSK en match décalé de la 6^e journée

Le MCA s'engouffre dans la crise

Page 23

Embouteillages dans la capitale

Un calvaire qui empoisonne la vie des citoyens

Page 4

Bientôt une bleuite à la Maison-Blanche ?

Par Mohamed Habili

Le but véritable de l'auteur anonyme de la tribune se donnant pour un membre important de l'administration américaine actuelle, tribune publiée par le New York Times, n'est évidemment pas de faire savoir qu'il existe une résistance interne à la politique de Donald Trump, mais de créer un climat de suspicion généralisé tel que cet exécutif en vient à se déchirer. Et donc à aller de dysfonctionnement en dysfonctionnement, le premier d'entre eux d'ailleurs étant l'existence même de cette tribune. Toutefois le coup serait réussi si et seulement si Donald Trump se mettait à se débarrasser de tous ceux dont il pense qu'ils font partie du noyau formé de ses collaborateurs directs qui se sont ligués contre lui. Ceux de ces collaborateurs qui ont déjà exprimé leur indignation par rapport à la méthode employée passent dans le camp anti-Trump pour des gens animés du seul souci d'échapper au soupçon, désormais seul moyen pour eux de garder leur job. Ce motif est prêt même à Melania Trump, qui en l'occurrence n'a pas tardé à apporter son soutien à son époux. Donald Trump a tout de suite suggéré à son ministre de la Justice, Jeff Sessions, avec lequel il convient de dire qu'il ne s'entend guère, d'initier une enquête à l'effet de connaître l'auteur de la tribune. A ses yeux, et à ceux de ses proches, l'acte en question constitue une atteinte à la sécurité nationale.

Suite en page 3

Conférence de presse Ouyahia-Merkel à Alger

Accord pour le retour d'Allemagne des harraga algériens



Ph.E. Soraya/J. A.

«L'Algérie est un pays sécurisé et stable où le climat des affaires l'est également. Aussi, nous allons renforcer la coopération économique entre les deux pays et nous aiderons l'Algérie dans la diversification de son économie». C'est là une déclaration de la chancelière allemande, Angela Merkel, en visite hier à Alger sur invitation du Président Bouteflika. Lire page 2

Dominée par le blé dur

Production céréalière record cette année

Page 3

Du 19 au 21 septembre à Mostaganem

6^e édition du Festival national de la poésie Melhoun

Page 13

Conférence de presse Ouyahia-Merkel à Alger

Accord pour le retour d'Allemagne des harraga algériens

■ «L'Algérie est un pays sécurisé et stable où le climat des affaires l'est également. Aussi, nous allons renforcer la coopération économique entre les deux pays, et nous aiderons l'Algérie dans la diversification de son économie». C'est là une déclaration de la chancelière allemande, Angela Merkel, en visite hier à Alger sur invitation du président Bouteflika.

Phis/E. Soraya/J. A.



Par Lynda Naili

Peu après sa conférence de presse et ses différents entretiens avec notamment le Premier ministre, la chancelière allemande, Angela Merkel, qui effectue une visite officielle d'une journée en Algérie, a été reçue à Alger par le président de la République en fin de journée. L'audience s'est déroulée en présence du Premier ministre, Ahmed Ouyahia, du ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales, et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, et du ministre de l'Industrie et des Mines, Youcef Youssi. A ce titre, dans une conférence de presse conjointement tenue au CIC-

Alger, (Centre International de Conférences d'Alger), avec le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, rappelant le partenariat économique algéro-allemand dans divers secteurs de développement, M^{me} Merkel a fait part de la disponibilité de son pays pour accompagner l'Algérie dans la diversification de son économie. «L'Algérie est un pays sécurisé et stable où le climat des affaires l'est également. Aussi, nous allons renforcer la coopération économique entre les deux pays, et nous aiderons l'Algérie dans la diversification de son économie», a-t-elle assuré. De son côté, le Premier ministre, qualifiant d'«excellents» les échanges commerciaux entre les deux pays, et de «fort» partenariat économique qui lie l'Algérie et l'Allemagne, citera l'exemple «des marques

Mercedes et Sovac» parmi «bon nombre d'entreprises allemandes activant aussi bien dans le secteur public que privé».

Ouyahia : «L'Algérie récupérera ses enfants en situation irrégulière en Allemagne»

En outre, s'agissant de la question de la migration pour laquelle «un accord portant sur la reconduite des migrants clandestins a été convenu avec les autorités algériennes», ajoutant dans ce contexte que «plusieurs migrants de différentes nationalités entrent en Allemagne en provenance de Syrie et d'Irak, que nous avons pris en charge dans le cadre des demandes d'asile». De plus, la chancelière allemande dira avoir aussi évoqué avec

les autorités algériennes «la question du retour des Algériens se trouvant en situation irrégulière en Allemagne». Sur cette question, Ahmed Ouyahia, pour sa part, sur un ton ferme fera part de la détermination de l'Algérie à les rapatrier : «Je vous confirme que l'Algérie récupérera ses enfants (en situation irrégulière en Allemagne), qu'il s'agit de 3 000 ou de 5 000 citoyens, tout en respectant un certain nombre de règles sur lesquelles on est en parfait accord avec les autorités allemandes», a-t-il assuré. Et d'enchaîner que «700 haragas se trouvant en Allemagne ont été identifiés et seront bientôt reconduits au pays». A ce sujet, relevant que «l'Algérie refuse le retour» de ces derniers via «des vols charter», il indiquera avoir «demandé à l'Allemagne d'impli-

quer sa compagnie aérienne Lufthansa pour leur reconduite». Par ailleurs, Angela Merkel, abordant le dossier d'intérêt commun, affirmera avoir évoqué avec les responsables algériens la situation qui prévaut au Mali, et qu'en ce qui concerne la crise en Libye, elle estimera que «le dénouement du conflit libyen est dans l'intérêt tant de l'Algérie que celui de l'Allemagne».

Une visite au pas de charge

Auparavant, après une première visite effectuée en 2008, la chancelière allemande, Angela Merkel, accueillie à son arrivée à l'aéroport international Houari-Boumediene par le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, accompagné des membres du gouvernement, Angela Merkel, accompagnée du ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, s'est d'abord recueillie à son arrivée au sanctuaire des martyrs à Alger, à la mémoire des martyrs de la guerre de Libération nationale où elle a déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative et observé une minute de silence à la mémoire des martyrs. Après quoi, elle s'est réjouie de l'imprenable vue qu'elle offre le site dominant la capitale, pour apprécier la baie d'Alger. Ensuite, elle s'est rendue à Alger, au lycée Aïcha Oum El Mouminine- Hussein Dey, membre du réseau mondial d'enseignement de l'allemand, en vue de visiter des classes d'enseignement de la langue allemande, où reçue par Nouria Benghabrit, ministre de l'Education nationale, elle s'est entretenue avec les élèves pour connaître leur niveau linguistique et les méthodes d'enseignement utilisées au sein de cet établissement scolaire. L. N.

Coopération économique et financière

Raouia reçoit le ministre émirati de l'Economie

Le ministre des Finances, L'Abderrahmane Raouia, a reçu lundi à Alger le ministre de l'Economie des Emirats arabes unis, Soltan Ben Said El Mansouri, avec qui il a évoqué la coopération économique et financière entre les deux pays, a indiqué un communiqué du ministère. Cette rencontre, tenue en marge de la visite du ministre émirati en Algérie à l'occasion de la tenue de la Commission mixte de coopération bilatérale, a été une occasion pour les deux parties de passer en revue l'état de la coopération économique et financière entre les deux pays, a précisé la même source. Dans ce cadre, les deux ministres se sont

félicités de la qualité des relations liant les deux pays et ont appelé à consentir plus d'efforts pour les consolider davantage. Ils ont également procédé à un échange de vues sur les voies et les moyens à même de favoriser le renforcement des relations d'échange et de coopération entre les opérateurs économiques des deux pays. Cette entrevue a constitué, par ailleurs, une opportunité pour évoquer la coopération entre le ministère algérien des Finances et le ministère de l'Economie des Emirats arabes unis notamment pour ce qui est «du confortement des accords bilatéraux et dispositifs juridiques régissant la coopération dans les domaines liés à

l'investissement, à la fiscalité et aux douanes ». D'autre part, les deux ministres ont convenu d'intensifier les rencontres entre les deux parties en vue de faire avancer les projets d'investissement et d'élargir les domaines de partenariat.

Le ministre émirati : réviser le volume de l'échange commercial entre les deux pays

Le ministre émirati de l'Economie, Soltane Ben Said El Mansouri a mis en exergue, lundi à Alger, les atouts économiques et touristiques dont dispose l'Algérie, exprimant son souhait

de réviser le volume de l'échange commercial entre les deux pays qui a reculé dernièrement. S'exprimant à l'ouverture des travaux de la 14^e session de la Commission mixte algéro-émiratienne, M. El Mansouri a affirmé que l'Algérie «dispose d'importants atouts pour réaliser davantage de développement, au vu des facteurs stratégiques qu'elle recèle, à l'image de la diversité économique, des ressources naturelles diverses et sa position géographique touristique, stratégique par excellence ». Ces facteurs devront permettre à l'Algérie de poursuivre ses efforts pour la diversification de son économie, a ajouté le ministre émirati, rappé-

lant, dans ce sens, l'expérience de son pays qui a réussi à faire passer sa dépendance aux hydrocarbures de 90 % à 29 % récemment. Par ailleurs, M. El Mansouri a mis l'accent sur l'impératif de la révision du volume des échanges commerciaux entre les deux pays qui «ont reculé de 913 millions de dollars en 2014 à près 596 millions de dollars en 2017 ». En parallèle, le ministre émirati a évoqué les atouts dont disposent les deux parties dans le secteur du tourisme, relevant que «près de 70 000 algériens ont visité les Emirats arabes unis en 2017 », un chiffre que son pays souhaite augmenter. Sify T.

Aucun changement dans les critères d'attribution

AADL 2 : l'ordre chronologique d'inscription «toujours respecté»

■ *Aucun changement ne sera apporté dans les conditions d'octroi des logements AADL, a assuré le ministère de l'Habitat. «L'ordre chronologique d'inscription au programme AADL est toujours respecté», a affirmé le ministère dans un communiqué.*

Par Meriem Benchaouia

«**E**n application de l'arrêté du 22 juillet 2013 modifiant et complétant l'arrêté du 23 juillet 2001 fixant les conditions et modalités de traitement des demandes d'acquisition de logement dans le cadre de la location-vente, le ministère de l'Habitat informe l'ensemble des souscripteurs au programme AADL que l'ordre chronologique d'inscription est toujours respecté conformément à l'arrêté sus cité». «Vu la demande croissante des souscripteurs dans certaines wilayas, la Direction générale de l'AADL a décidé d'examiner les préoccupations des souscripteurs dans certaines wilayas en tenant compte de la situation du souscripteur, à l'instar de la distance entre le lieu de résidence et le site d'affectation», précise la même source. Les cas exceptionnels examinés consistent en quatre cas dans les wilayas de Djelfa, Chlef, Laghouat et Tébessa. A Djelfa, qui dispose de trois sites éloignés (El-Djelfa, Hassi Bhabh et Birine), les demandes des souscripteurs ont été satisfaites en les réorientant selon leur lieu de résidence tout en respectant l'ordre chronologique d'inscription et la disponibilité des programmes de logement. A Chlef, les demandes des souscripteurs ont été prises en charge pour les trois sites de Chlef, Ténès et Boukadir. Ces derniers ont été réorientés selon leur lieu de résidence tout en respectant l'ordre chronologique d'inscription et la disponibilité des programmes de logement. Le troisième cas concerne la



wilaya de Laghouat, avec ses deux sites Laghouat et Afrou, où les souscripteurs ont été réorientés selon leur lieu de résidence tout en respectant l'ordre chronologique d'inscription et la disponibilité des programmes de logement. Pour le quatrième cas qui concerne la wilaya de Tébessa avec ses sites : Tébessa, Bir El Ater, El Ouenza et Chréa, le ministère a affirmé qu'une demande avait été formulée par les souscripteurs à l'occasion de la dernière visite du ministre de l'Habitat (10 septembre). Le ministre a donné des instructions pour réexaminer ces cas. «L'Agence examinera la possibilité d'orienter chaque souscripteur, selon le lieu de sa résidence, en se basant sur l'ordre chronologique d'inscrip-

tion, le certificat de résidence et la disponibilité de logements dans les régions demandées», a indiqué le communiqué. Enfin, le ministère a affirmé que l'ordre chronologique d'inscription était toujours respecté et les cas enregistrés dans les wilayas sus-citées avaient été traitées de «manière exceptionnelle». Il faut rappeler, en dernier lieu, que la troisième tranche, comme d'ailleurs la précédente, est de 10,5 millions de centimes pour le logement F3 et 13,5 millions pour le F4. Aussi, le premier responsable du secteur, Abdelwahid Temmar, a donné des instructions pour la modernisation de la gestion administrative et la réduction des déplacements des citoyens aux bureaux de l'Agence à travers la mise en

place d'«opérations administratives à distance». Cet outil permettra de faciliter les procédures administratives au profit des souscripteurs et d'avoir une meilleure maîtrise des processus de traitement et d'examen des dossiers. Cette mesure permettra également de réduire l'utilisation des documents sous format papier et les déplacements incessants des citoyens vers le siège de l'Agence. Le traitement à distance consiste à ouvrir une fenêtre sur le site électronique de l'AADL permettant au souscripteur d'accéder, via son nom d'utilisateur et son mot de passe, à la base de données relative à son dossier et suivre le taux d'avancement du projet abritant son logement. **M. B.**

Dominée par le blé dur

Production céréalière record cette année

C'est une saison céréalière inédite que vient de réaliser le pays pour l'exercice agricole 2017-2018. Une production qualifiée de «record» par l'Office interprofessionnel des céréales (Oaic). Plus de 60 millions de quintaux de céréales ont été récoltés cette année, représentant un record pour la filière qui n'a jamais été réalisé jusque-là.

La récolte céréalière réellement obtenue est bien partie pour pulvériser un nouveau record cette année. Au titre de la campagne 2017-2018, la production a atteint 60,5 millions de quintaux, contre 34,7 millions de quintaux durant la campagne précédente, soit une hausse de 74,4%. Le directeur général de l'Office interprofessionnel des céréales (Oaic), Mohamed Belabidi, l'a qualifiée de «record», illustrant à ses yeux le «renouveau agricole» dans le pays. Invité, hier, de la rédaction

de la Chaîne 3 de la Radio algérienne, M. Belabidi explique que cette performance a été rendue possible grâce à une campagne labours-semailles inaugurée très tôt. A laquelle s'ajoute, précise-t-il, les bonnes conditions climatiques qui ont contribué à ce succès, de même que le respect de l'itinéraire technique des cultures. Ainsi, l'objectif de ce rendement, sur lequel le ministère de l'Agriculture se penche depuis plusieurs années, a été bel et bien atteint cette année.

Par espèces, l'invité de la radio fera remarquer que cette année, contrairement aux périodes précédentes, il a été produit plus de blé dur (30 millions de quintaux) que d'orge. Ce qui veut dire que la campagne s'est révélée «plus riche» en valeur estimée à 220 milliards de DA contre celle de 2009 avec 209 milliards de DA. Il relève en outre que les efforts entrepris

pour développer la filière des céréales se sont traduits, au cours des trois dernières années, par une baisse de la facture d'importation de ces derniers.

Commentant la constitution de stocks de sécurité en céréales estimée à environ 35 millions de quintaux cette année, selon lui, le directeur général l'Oaic explique que ceux-ci visent à mettre le pays à l'abri des fluctuations de prix sur les marchés étrangers, dans l'attente de pouvoir réaliser des «soudures» avec les campagnes céréalières à venir. Pour rappel, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazghij, a fait savoir dernièrement que cette augmentation de la production est due essentiellement aux moyens matériels et humains mobilisés. En outre, le ministre indique que l'Algérie

cessera d'importer les pois chiches et les lentilles dans les prochaines années, et ce, vu les efforts déployés par l'Etat à l'effet d'augmenter la production des légumes secs, notamment les lentilles et les pois chiches.

Ainsi, la production de pois chiches augmente d'année en année, passant de 123 000 quintaux en 2001 à 340 000 quintaux en 2018, représentant une superficie passée de 19 000 hectares en 2001 à 32 000 hectares durant l'année en cours. Concernant la production des lentilles, elle est de 300 000 quintaux en 2018 contre 4 580 quintaux en 2001. La superficie réservée à la culture de ce légume sec est passée de 920 hectares en 2001 à plus de 27 000 hectares en 2018. «Ce résultat est le fruit des efforts consentis par les pouvoirs publics dans le cadre du Plan national de développement agricole», explique le

LA QUESTION DU JOUR

Bientôt une bleuite à la Maison-Blanche ?

Suite de la page une

Priablement pour la première fois dans l'histoire des Etats-Unis, une déclaration publique révèle l'existence d'une cellule incrustée au cœur du pouvoir exécutif, et qui s'est donné pour tâche de faire échec à l'action d'un président légitime. Trump a déjà exigé du *New York Times* de lui révéler l'identité de l'auteur de la tribune, ce qu'évidemment le journal ne fera pas, à moins d'y être contraint par une décision de justice. Il nous est déjà arrivé de qualifier ici de guerre civile à blanc la situation politique qui règne depuis maintenant près de deux ans aux Etats-Unis. Ce n'est pas ce qui vient d'arriver qui soit de nature à nous démentir. Jusqu'à présent, tout s'est passé comme si l'administration Trump croyait à l'existence de cette taupe. Autrement dit, comme si elle croyait que quelqu'un faisant partie d'elle a effectivement écrit ce qui a été publié dans le *New York Times*. En tout cas, la possibilité que cette personne n'existe pas n'a encore été soulevée par personne. Ce qui bien sûr ne veut pas dire que personne n'y a pensé. Si les Américains ont entendu parler de la bleuite, cet épisode de la guerre d'indépendance de l'Algérie au cours duquel des combattants algériens se sont mis à liquider d'autres combattants algériens sur un soupçon inspiré et entretenu par les Français, il doit s'en trouver parmi eux qui y pensent en ce moment. Rien pour l'heure ne permet en tout cas d'exclure que la tribune en question soit une invention du journal qui l'a publiée. Une invention qui ne serait nullement en contradiction avec la ligne anti-Trump radicale poursuivie, avec d'autres médias, par ce journal. Est-ce d'ailleurs un hasard si cette tribune paraît en même temps que se déroule le battage médiatique autour du brûlot de Bob Woodward consacré à Trump et à son administration ? Il y a tout lieu de penser que non. Cela fait déjà près de deux ans que la campagne anti-Trump bat son plein, la finalité étant d'obtenir soit son départ précipité, soit à tout le moins sa non-réélection en 2020. Pour cela, tous les coups sont permis. Comme de plus une échéance électorale intermédiaire est prévue pour dans quelques semaines dont les résultats constitueront une bonne indication de la suite des événements, on comprend que les adversaires de Trump redoublent maintenant de férocité à son égard. On peut toutefois se demander s'il ne s'agit pas surtout chez eux de se rassurer dans cette perspective. Les démocrates ont évité jusque-là de mener campagne sur le thème de la destitution de Trump, sachant combien l'opinion américaine est hostile à cette procédure. Or voilà qu'ils font pire en donnant à penser aux Américains que le président élu est d'ores et déjà dessaisi du mandat qu'ils lui ont eux-mêmes donné.

M. H.

Embouteillages dans la capitale

Un calvaire qui empoisonne la vie des citoyens

■ A Alger, les embouteillages ont pris des proportions alarmantes. De l'avis partagé par les citoyens et automobilistes, ces interminables bouchons empoisonnent la vie des Algériens car ils sont devenus l'un des plus importants facteurs de stress quotidien.

Par Thinhinene Khouchi

Sortir en voiture, ou même en bus rime avec le calvaire des embouteillages monstres sur les différents axes routiers et surtout au niveau de la capitale où le martyre de la circulation perdure depuis longtemps. On ne parlera jamais assez des déboires que subissent les citoyens, les automobilistes algériens ou le transporteur en commun, pour rejoindre les destinations en temps raisonnable. De nombreux bouchons routiers, notamment durant les heures de pointe, moments qui ne sont d'ailleurs guère différents des autres, bloquant la circulation. Un jeune venu de Zéralda rencontré à Alger et qui s'appropriât à prendre le bus pour rentrer chez lui nous confie qu'il n'osait plus



PH.D. R.

sortir avec sa voiture de peur d'avoir à subir les longues chaînes des embouteillages. Et comme si ça ne suffisait pas pour gâcher la journée du citoyen, les chauffeurs de bus privés remuent le couteau dans la plaie. En effet, la situation empire de jour en jour et la cause principale de ce calvaire routier est les chauffeurs des bus privés poussant les passagers à

bout de leur patience. À chaque arrêt de bus, ils passent plus de dix minutes à attendre les autres passagers, à fumer une cigarette. A Bab El Oued c'est encore pire, des fois on y passe plus d'une demi-heure. Ces longues pauses à chaque arrêt engendrent alors une circulation interminable ainsi que des accidents. Les conducteurs ne respectent pas les horaires, en particulier

les vendredis et les jours fériés. Les citoyens se plaignent de cette situation infernale mais ne savent pas comment faire face à cette injustice quotidienne. «Je prends chaque jour le bus, de Staoueli à Tafourah et à chaque fois c'est la même histoire, on passe plus de dix minutes à chaque arrêt, et quand on proteste, personne ne répond, on nous demande même de prendre un taxi au lieu de réclamer», nous a affirmé une citoyenne, qui a l'habitude de prendre le bus privé ajoutant : «Parfois les receveurs font exprès de s'évaporer à chaque arrêt et finissent par réapparaître après 15 minutes ou même plus des fois». «On en a vraiment assez de cette injusti-

ce». Durant les week-ends, en l'absence des policiers, les conducteurs des bus privés ne respectent aucune loi, ni les horaires, c'est le service minimum. «Vendredi dernier, j'ai passé plus d'une heure à attendre un bus à la station du 2-Mai Tafourah, après j'ai dû subir plus d'une demi-heure à Bab El Oued, bien que la route est vide le vendredi mais j'ai quand même mis plus de deux heures pour arriver chez moi et ce n'est pas à cause de la circulation mais plutôt du conducteur de bus qui n'en faisait qu'à sa tête et de ses pauses interminables», nous a fait part un jeune qui revenait de ses cours de soutien à Alger. T. K.

Béjaïa

Un dimanche de protestation

Les mouvements de protestation se suivent et se ressemblent à Béjaïa. Le front social commence à bouillonner et il ne semble pas prêt de s'arrêter. Et le secteur de l'Éducation est pleinement touché depuis la rentrée. Hier encore, les parents d'élèves de l'école primaire Soummari du chef-lieu continuent de protester contre l'état de détérioration et de négligence totale dans lesquelles se trouve l'établissement depuis cinq années. Dix jours sont passés après la rentrée scolaire et les parents d'élèves continuent de retenir leurs enfants à la maison exigeant ainsi la reprise immédiate des travaux d'aménagement de l'établissement, qui selon eux, traînent depuis cinq années. Une entreprise a été engagée, seulement l'APC devrait d'abord adopter le marché en plénière. L'aménagement de cette école coûtera une enveloppe financière de 36 millions de dinars afin de mettre à niveau cette école qui s'est dégradée au fil des années et qui est restée sans entretien depuis des lustres en dépit des cris de détresse des parents et du chef d'établissement. Une action similaire est observée aussi par les parents d'élèves de l'école primaire

d'Amalou. Les mécontents ont retenu leurs enfants à la maison hier pour exiger «le départ immédiat» du directeur qui est entré, selon eux, en conflit avec tout le monde que ce soit avec eux en tant que parents d'élèves, enseignants et avec l'APC aussi. Des habitants de plusieurs villages de Béjaïa dont ceux de Tala Ouriane et Aantik N'Tafat dans la commune de Béjaïa ont coupé hier la RN 24 pour exiger une nouvelle fois la délocalisation de la décharge de Boulimate, qui représente un danger pour la santé de la population à cause des émanations de gaz toxiques. Les protestataires réclament aussi le revêtement d'un accès, entre autres. Ceux de la cité Remla interpellent l'Algérienne des eaux (ADE) à mettre fin aux fuites d'eau qui persistent en dépit des travaux de réfection de la conduite qui avait été déjà réalisée il y a si peu de temps. Pour leur part, les habitants des villages Tarement et Aliouene dans la commune d'Aokas ont procédé dans la matinée d'hier à la fermeture de plusieurs édifices publics. Ils ont scellé les sièges de l'APC, daïra, Sonelgaz et l'Algérienne des eaux, paralysant ainsi tout le secteur public dans la localité. Les manifestants

qui étaient nombreux à se mobiliser lors de cette action de protestation justifient cette montée au créneau par le fait que les autorités locales n'ont pas tenu leurs promesses de campagne électorale, à savoir le règlement d'un certain nombre de problèmes dont le revêtement de la route, le gaz de ville, le réseau d'assainissement des eaux usées, l'électrification, l'eau potable, le transport scolaire, entre autres. Pour eux, «aucun projet n'est inscrit à l'actif de ces deux villages depuis des années». D'autres actions ont marqué aussi la journée d'hier notamment, dans la municipalité de Boukhefifa (daïra de Tichy). Les villageois du douar Biou ont fermé eux aussi l'APC. Les protestataires dénoncent les promesses non tenues des autorités locales en général quant à la prise en charge d'un bon nombre de revendications liées au développement des villages du douar dans le cadre du FCCL et des PCD. Ils réclament une part de ces budgets. Ils interpellent le chef de daïra et le wali afin d'intervenir en vue de «classer les projets et répartir les budgets sur les villages de la commune, selon la priorité ou de manière équitable». Hocine Cherfa

Nouvelle Chambre de la pêche et de l'aquaculture

Œuvrer à l'octroi du statut de producteur aux pêcheurs

L'octroi du statut de producteur aux pêcheurs figure parmi les priorités de la Chambre algérienne de la pêche et de l'aquaculture, a déclaré lundi à l'APS son nouveau président, Bani Benmira Karim. Dans une déclaration à l'APS, Bani Benmira a relevé que les pêcheurs, exposés aux risques et aléas du climat et de ces changements n'ont pas le statut de producteur comme c'est le cas pour les agriculteurs. «C'est une situation préjudiciable pour le pêcheur qu'il va falloir corriger», a-t-il souligné. «Actuellement, les pêcheurs ont le statut de commerçant et ils payent leurs cotisations et leurs impôts comme n'importe quel autre commerçant alors qu'ils sont dans une situation instable et incertaine qui dépend du climat et de ses aléas», a-t-il expli-

qué. Et d'ajouter : «Le pêcheur n'est pas dans un régime général, mais dans un régime spécial exigeant un statut spécial devant régir ses cotisations et le type d'impôts à lui imposer». Il a en outre souligné la nécessité de créer un fonds qui permettra de couvrir le pêcheur en cas de longues périodes d'inactivité et sans revenus à cause des mauvaises conditions météo. Le président de la chambre de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya d'Oran depuis février dernier, Bani Benmira Karim a été élu jeudi à Alger, président de la Chambre algérienne de la pêche et de l'aquaculture. Le nouveau responsable a indiqué que le développement de l'aquaculture et celui du secteur de la pêche d'une manière générale, figurent parmi les priorités de la Chambre. Anis Gh.

Pétrole/Prix

Le Brent à plus de 78 dollars

■ Les cours du pétrole progressaient hier en cours d'échanges européens, dans un marché hésitant devant la hausse de la production des poids lourds du monde du brut pour compenser les sanctions américaines contre l'Iran.

Par Salem K.

À la mi-journée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre valait 78,63 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 54 cents par rapport à la clôture de vendredi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat d'octobre prenait 52 cents à 69,51 dollars. «Il semblerait que les trois plus grands producteurs mondiaux, l'Arabie saoudite, la Russie et les Etats-Unis, coopèrent pour compenser les pertes de l'offre iranienne», ont commenté des analystes. Alors que l'Iran, troisième plus grand producteur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), voit ses ventes de brut fondre à l'approche de l'application des sanctions américaines début novembre, les prix ont grimpé début septembre, dépassant



brièvement les 80 dollars le baril de Brent. Mais depuis, les signaux des plus grands producteurs se sont multipliés. Après une rencontre jeudi entre le ministre russe de l'Energie, Alexandre Novak, et son homologue américain, Rick Perry, M. Novak a rencontré ce week-end Khaled al-Faleh, le ministre saoudien de l'Energie. La stratégie d'augmentation de la production de ces trois pays déplaît à Téhéran, le représentant de l'Iran

à l'Opep, Hossein Kazempour Ardebili, a accusé samedi la Russie et l'Arabie saoudite de prendre le marché en «otage» via la production de pétrole et estimé que c'était la responsabilité de l'Organisation de restaurer

l'équilibre entre l'offre et la demande plutôt que de boycotter ses membres fondateurs. «Des discussions préliminaires sur l'action future de l'Opep et de ses partenaires commenceront à Alger le 23 septembre, lors d'une réunion de suivi de l'accord», ont estimé les analystes. La prochaine réunion en présence de tous les membres de l'Opep aura lieu début décembre à Vienne. S. K./APS

Transport

Baisse des prix mondiaux de transport maritime des matières premières

Les prix des transports de matières premières sèches ont baissé la semaine dernière, pénalisés par les tensions commerciales et les taux des pétroliers ont également décliné. Indice phare du marché, le Baltic Dry Index (BDI), qui fournit une estimation moyenne des tarifs pratiqués sur 20 routes de transport en vrac de matières sèches (minerais, charbon, métaux, céréales, etc.), a fini

vendredi à 1 366 points, à son plus bas depuis deux mois et demi, contre 1 490 points une semaine auparavant. Le Baltic Capesize Index 2014 (BCI 2014), qui compile les tarifs de la catégorie de navires «Capesize», forcés par leur taille imposante à naviguer au large des caps Horn et de Bonne-Espérance, a terminé la semaine à 1 900 points, à son plus bas depuis plus de trois mois,

contre 2 411 points une semaine auparavant. Le Baltic Panamax Index (BPI), qui synthétise les tarifs pour quatre routes (la plupart pour les céréales) empruntées par des navires de la catégorie «Panamax», a terminé à l'équilibre vendredi à 1 524 points, contre 1 528 points une semaine auparavant. Le Baltic Clean Tanker Index (BCTI), moyenne des prix pratiqués sur six routes

de produits pétroliers raffinés (essence, gaz liquéfié, fioul de chauffage, etc.), a terminé à 513 points vendredi, contre 532 points sept jours auparavant. L'indice Baltic Dirty Tanker Index (BDTI), moyenne des taux pratiqués sur dix-sept routes de transport de pétrole brut et de fioul lourd, a fini vendredi à 765 points contre 785 points la semaine précédente.

May G.

Emirats/Espagne

Un fonds souverain émirati veut introduire en bourse au moins 25% de l'espagnol Cepsa

Le fonds souverain émirati, Mubadala, souhaite introduire à la Bourse de Madrid au moins 25% du capital du groupe pétrolier et gazier espagnol Cepsa, qu'il détient à 100% depuis 2011, a annoncé lundi Cepsa. Cepsa espère que l'opération, dont le montant escompté n'a pas été communiqué, se déroulera durant le quatrième trimestre

2018. «Nous sommes fiers de notre collaboration avec Cepsa, qui est un investissement énergétique stratégique pour Mubadala et une référence nationale dans le secteur industriel espagnol», a affirmé dans un communiqué Musabbah Al Kaabi du comité d'investissements de Mubadala. Cette annonce constitue une étape «naturelle et stratégique

pour Cepsa» qui s'est transformé «en un leader global dans un nombre important de marchés», s'est-il félicité. L'introduction en Bourse offrira au groupe énergétique «un meilleur accès aux marchés de capitaux pour appuyer sa flexibilité financière», a-t-il aussi avancé. En 2011, le groupe pétrolier français Total avait cédé sa participation de 48,83% dans

Cepsa pour 3,7 milliards d'euros au fonds d'Abou Dhabi IPIC, qui a fusionné en 2017 avec Mubadala. Cepsa est surtout actif dans le raffinage et la distribution pétrolière en Espagne mais aussi présent dans l'exploration et la production de pétrole et de gaz en Amérique latine et Afrique du Nord. O. B.

Dette

Le fonds souverain saoudien obtient un prêt de 11 milliards de dollars

Le Fonds public d'investissement saoudien (PIF) a déclaré hier avoir obtenu son tout premier prêt international, après le report indéfini de la vente des actions de la compagnie pétrolière Aramco. Le PIF a indiqué dans un communiqué avoir sécurisé un prêt international de 11 milliards de dollars. «première étape de son programme stratégique de financement de la dette à moyen terme». Le fonds souverain saoudien avait cherché à lever des milliards de dollars par le biais de l'entrée en

Bourse du géant pétrolier Aramco pour financer la diversification économique du royaume, encore trop dépendant du pétrole. Mais la vente de parts d'Aramco a été indéfiniment reportée et le PIF s'est tourné vers d'autres sources pour obtenir le financement de ses projets, alors qu'il vise à porter ses actifs à 400 milliards de dollars d'ici à 2020. Ses actifs sont estimés actuellement à 230 milliards de dollars, principalement sous forme de participations importantes dans un certain

nombre de sociétés comme SABIC (pétrochimie), la plus grande société cotée du royaume. Le PIF est en pourparlers avec Aramco pour vendre sa participation de 70% dans SABIC pour un montant estimé à 70 milliards de dollars, ce qui constitue un autre moyen de mobiliser des liquidités. Depuis 2016, le PIF a pris des engagements d'investissement externe d'une valeur de 95 milliards de dollars, selon le Fonds monétaire international, dont des participations dans des

entreprises technologiques à risque comme Tesla (voitures électriques). Depuis l'effondrement des cours du pétrole à la mi-2014, l'Arabie saoudite, premier exportateur mondial de brut, a accumulé des déficits budgétaires de plus de 260 milliards de dollars et a emprunté plus de 100 milliards de dollars pour aider à financer ce déficit. L'Agence monétaire saoudienne (SAMA, Banque centrale) dispose également d'environ 500 milliards de dollars en réserves d'Etat. G. H.

Zone euro Ralentissement confirmé de l'inflation en août à 2%

L'INFLATION en zone euro a ralenti en août à 2,0% à cause d'une légère baisse du prix de l'énergie, a indiqué hier l'Office européen des statistiques Eurostat, confirmant un chiffre annoncé le 31 août dernier. Ce chiffre est conforme à ce qu'attendaient les analystes interrogés par le fournisseur de services financiers Factset. En juillet, le taux d'inflation annuel s'était établi à 2,1%. Pour la BCE, une inflation annuelle très légèrement inférieure à 2,0% sur un an est considérée comme un signe de bonne santé de l'économie. Sur les 19 pays ayant adopté la monnaie unique, les taux annuels les plus faibles ont été observés en août en Irlande et en Grèce (+0,9% chacune). Le taux annuel le plus élevé a été enregistré en Estonie (+3,5%). L'inflation sous-jacente (hors énergie, produits alimentaires, boissons alcoolisées et tabac, qui exclut par conséquent les produits particulièrement volatils) a aussi reculé en août, pour atteindre 1,0%, contre 1,1% le mois précédent, a précisé l'Office, confirmant des chiffres donnés le 31 août. Dans l'UE, l'inflation a également ralenti en août avec un taux annuel à 2,1%, contre 2,2% en juillet. R. E.

Tizi-Ouzou

Vers la livraison de plus de 5 000 logements sociaux

■ Plus de 5 000 logements sociaux en cours de réalisation dans plusieurs communes de la wilaya de Tizi-Ouzou, seront livrés entre fin 2018 et le premier trimestre 2019, a-t-on appris du directeur local du logement.

Par Hocine A.

Ces logements, qui ont été inscrits sur différents programmes notifiés à la wilaya, «sont en cours d'achèvement et il ne reste que les travaux de viabilisation et réseaux divers (VRD) qui affichent un taux d'avancement moyen de plus de 70%», a indiqué, à l'APS, Habib Argoub. Sur ces plus de 5 000 unités, un total de 1 037 sont implantées au pôle d'excellence de Oued Fali (commune de Tizi-Ouzou) et dont la livraison est prévue pour décembre 2018. A cela s'ajoutent 166 logements implantés à Azeffoune, qui seront livrés le 1er novembre prochain, alors que 110 autres en cours d'achèvement à Azazga, 40 à Ouacifs, 160 à Draa El Mizan, 55 à Tirmintine, et 248 à Draa Ben Khedda seront livrés le 11 décembre prochain, a-t-il ajouté. Le reste de ce quota de 5 000 logements en voie d'achèvement sera livré au cours du premier trimestre 2019, a ajouté M. Argoub, rappelant que le programme de logements sociaux inscrit à l'indicatif de la wilaya est d'une consistance totale de 27 602 unités. De ce programme, environ 17 000 ont été achevées, dont plus de 8 000 livrées. S'agissant



du programme qui affiche une souffrance dans la réalisation, le responsable a indiqué qu'un total de 3 348 logements est à l'arrêt pour deux contraintes principales, qui sont liées au foncier (opposition ou nature juridique) ou aux techniques induites notamment par la nature du sol (instabilité, glissement). Les contraintes techniques ont été à l'origine de la délocalisation de certains projets vers d'autres

sites, il s'agit entre autre de 882 logements transférés du pôle d'excellence de Tizi-Ouzou vers la commune de Fréha, les 1200 d'Abi Youcef dont seulement 422 sont maintenus sur le site initialement choisi le reste ayant été délocalisés vers d'autres localités pour cause d'instabilité du sol ne pouvant supporter un programme plus important. Un autre projet de 598 prévus à Oued Fali est aussi à l'arrêt pour des pro-

blèmes de glissement de terrain. «Suite à une étude réalisée par l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), nous avons introduit, auprès du ministère de tutelle, une demande d'inscription d'une opération de drainage des eaux pour stabiliser le site», a-t-il déclaré. Concernant les contraintes liées au foncier, M. Argoub a souligné qu'au total, 1 000 logements ont fait l'objet d'une délocalisation pour oppo-

sition ou non disponibilité de terrain, en outre environ 1 200 logements sont à l'arrêt suite à la résiliation de contrat d'entreprises défaillantes. Une procédure de relance est en cours. Par ailleurs, 479 unités non pas été lancées en raison du coût d'inscription qui dépasse le seuil de réalisation d'un logement social, a observé le directeur du logement.

H. A./APS

Constantine

Mise en service «en janvier» de la nouvelle raffinerie de sel gemme

La mise en service de la nouvelle raffinerie de sel gemme d'El Outaya (wilaya de Biskra) est prévue «début janvier 2019», a-t-on appris du directeur général de l'entreprise nationale des sels (Enasel), Nabil Meghlaoui. «Tout est achevé, il ne reste plus que l'installation du pipeline avant de procéder à des essais de performance au début du mois de décembre 2018», a affirmé M. Meghlaoui, précisant que le délai de réception a enregistré un retard de six mois, alors qu'il était préalablement fixé pour le mois de juin 2018. Le DG de l'Enasel a également indiqué que la production de sel gemme (chlorure de sodium fossile qui s'extrait des mines) au niveau de cette nouvelle raffinerie, dont la réalisation a nécessité un montant de 1500 millions de dinars, «se fera en cascade», et s'attend à un «retour d'investissement au bout de 4 ans d'exploitation». Le même responsable a rappelé, par ailleurs, que la raffinerie d'El Outaya permettra à l'Algérie d'atteindre une «autosuffisance» en matière de production de sel chimique, utilisé dans l'industrie pharmaceutique, en vue de couvrir les besoins nationaux, et ce, en mettant un terme aux importations, outre l'exportation

qui est, a-t-il assuré, également envisagée. D'une capacité productive de 80 000 tonnes, cette raffinerie produira 25 000 tonnes de sel pharmaceutique, 25 000 tonnes de sel en pastilles et 30 000 tonnes de sel destiné à la consommation domestique et industrielle, en sus de la production de sel chimique de «haute pureté» constitué de 99,9% de chlorure de sodium (NaCl). Cette unité, dont

les travaux de réalisation ont débuté en février 2016, vient en remplacement de l'ancienne raffinerie, entrée en exploitation en 1982 et mise hors service en 2006, et ce, eu égard à la «vétusté de ses installations qui ne répondaient plus aux exigences du marché». S'agissant de la production de sel, le DG de l'Enasel a indiqué qu'au cours de l'exercice précédent, cette entreprise, domiciliée à

Constantine, a produit 110 000 tonnes de sel dont 80 000 tonnes de sel alimentaire et 30 000 tonnes de sel industriel. Plus grand producteur et distributeur algérien de sel, ciblant plusieurs secteurs d'activité, à savoir alimentaire, industriel, agriculture, pharmacie, cosmétique et traitement de l'eau, l'Enasel continue de faire face, a-t-il souligné, à la «concurrence déloyale, notamment de pro-

ducteurs dont le produit n'est pas conforme» aux normes, autrement dit, sel non iodé. Disposant de six unités de production et de trois centres de distribution, l'Enasel aspire à diversifier sa gamme de produits et accroître son offre sur le marché national et international, notamment en Afrique où l'entreprise a exposé ses produits dans différents pays et participé à des foires.

Amel H.

Guelma

Octroi de plus de 4 400 cartes client aux producteurs de céréales

Au total, 4 462 producteurs de céréales de la wilaya de Guelma se sont vu accorder une carte client instaurée pour la première fois durant la campagne moisson-battage de la saison 2017/2018 par la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS), a indiqué le président de la Chambre d'agriculture locale. A ce propos, Amar Lahdidi a affirmé que la quantité de céréales déposée par ce nombre «important» d'agriculteurs détenteurs de la carte client de la CCLS, pendant la précédente campagne moisson-battage, est estimée à 1,7 million de quintaux de céréales de différentes variétés, dont 1,3 million de quintaux de blé dur. Le même responsable a ajouté qu'un autre effectif de producteurs de céréales (non encore déterminé par la Chambre d'agriculture) activant à travers la wilaya de Guelma a déposé 86590 quintaux de blé dur dans le nouveau silo de céréales de la commune de

Boucheouf, relevant sur un plan organisationnel de la CCLS de la wilaya de Annaba. La même source a également souligné que la condition faite, au cours de dernière campagne moisson-battage, par la coopérative des céréales et des légumes secs aux agriculteurs d'acquiescer préalablement la carte client en vue de leur permettre de déposer leur production dans les silos de la CCLS, est «une mesure importante pour organiser et contrôler l'opération de collecte de céréales». M. Lahdidi a soutenu, par ailleurs, que la carte client a permis d'établir un inventaire précis du nombre réel d'exploitants de la filière céréalière dans la wilaya de Guelma et le potentiel productif de chacun d'entre eux. Il a relevé, à ce propos, que grâce à la bonne coordination existant entre la Chambre d'agriculture et la CCLS et d'autres organisations en relation avec cette filière, il s'est avéré que les superficies déclarées par 35

producteurs de céréales ne concordaient pas avec la récolte engrangée, «exagérément amplifiée», selon lui, avec un rendement à l'hectare dépassant les 100 quintaux. Après vérification des documents remis par chaque agriculteur et suite aux enquêtes menées par les différentes parties concernées, il a été constaté, a-t-il soutenu, que ces agriculteurs ont déposé, auprès de la CCLS, la récolte d'autres agriculteurs exerçant leur activité sans documents, faisant savoir que la situation a été réglée et les producteurs rémunérés. La campagne moisson-battage de la saison 2017/2018, portant sur 86 000 hectares à travers le territoire de la wilaya de Guelma, a permis de récolter plus de 2,6 millions de quintaux de céréales, avec un rendement de l'ordre de 30 quintaux à l'hectare, ce qui représente, a-t-il précisé, une production «record» jamais égalée, selon lui, dans la région.

H.O./R.R.

Tripoli

Le Premier ministre libyen crée une force militaire conjointe pour mettre fin aux combats

■ Le Premier ministre du gouvernement libyen, Fayez Serraj, a décidé dimanche de créer une force militaire conjointe pour mettre fin aux affrontements dans le sud de Tripoli.

Par Moncef G.

« Il a été décidé de créer une force militaire conjointe qui sera appelée la Force conjointe de Résolution des conflits et de Rétablissement de la sécurité. Placée sous le commandement de la Zone militaire de l'Ouest, elle comptera trois bataillons d'infanterie légère et des unités du ministère de l'Intérieur », selon un communiqué annonçant cette décision.

Cette force sera chargée d'assurer le retour à la normale dans les zones touchées par les combats.

Tripoli a récemment été le théâtre de violents combats entre les forces gouvernementales et les miliciens de la soi-disant « Septième Brigade », originaire de la ville de Tarhuna, à quelque 80 km au sud-est de Tripoli. Les combats ont tué 78 personnes et en ont blessé 210 autres. Suite à ces incidents, la Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul) a négocié un accord de cessez-le-feu entre les parties en conflit pour mettre fin aux violences.

Depuis la chute du régime de l'ancien dirigeant Mouammar Kadhafi en 2011, la Libye est gangrenée par l'insécurité et par une violence croissante.

Fayez el-Serraj met en garde contre toute violation de l'accord de cessez-le-feu. Le président du Conseil présidentiel du gouvernement d'union libyen, Fayez el-Serraj, a mis en garde dimanche contre toute violation de cessez-le-feu dans la capitale Tripoli, conclu récemment sous l'égide de la mission onusienne en Libye.

« Il y aura une riposte ferme sur le plan international et local à tout retour aux affrontements armés », a-t-il averti lors d'une réunion avec les maires des municipalités des régions du Centre et de l'Ouest.

Il a souligné que « la sécurité de la capitale constitue une ligne rouge à ne pas franchir », faisant



PH. > D. K.

état de « la mise en place à partir de cette semaine de mesures opérationnelles pour engager de larges réformes économiques ».

Interrogé sur l'éventualité d'un retour des hostilités à Tripoli, el-Serraj a assuré que « des mesures de sécurité ont été mises sur pied de façon bien réfléchie et il n'y a pas de place pour ceux qui tentent de déstabiliser la sécurité de la capitale ».

L'envoyé spécial de l'ONU en Libye, Ghassan Salamé, avait annoncé mercredi dernier la création d'un comité de surveillance du cessez-le-feu conclu récemment entre les parties libyennes au conflit et d'une commission chargée des questions sécuritaires.

« La communauté internationale est prête à agir avec fermeté avec tous ceux qui manipulent ou violent l'accord de cessez-le-feu signé par les groupes armés libyens », a précisé dans un post Twitter M. Salamé, à l'issue d'une réunion avec le président du Conseil présidentiel du gouvernement d'union en présence des chefs de régions militaires, relevant notamment de l'ouest du

pays.

Cet accord conclu sous les auspices de Ghassan Salamé, est considéré comme « une étape qui devrait mener à la désescalade de la violence à Tripoli et dans ses environs ».

L'accord de cessez-le-feu signé par les groupes armés libyens impliqués dans les derniers combats meurtriers près de la capitale a été violé après des tirs des roquettes contre l'aéroport de Mitigua dans la nuit de mardi à mercredi dernier.

Ces tirs ont contraint les autorités aéroportuaires à procéder à la suspension du trafic aérien en raison de bombardements arbitraires n'ayant occasionné aucun dégât, confirmant que les vols avaient été transférés vers l'aéroport international de la ville de Misurata, à quelque 200 km à l'est de Tripoli.

Tripoli a récemment connu de violents affrontements entre les forces du gouvernement et la milice de la septième brigade auto-proclamée issue de la ville voisine de Tarhounah, à quelque 80 km au sud-est de Tripoli, qui ont fait 78 morts et 313 blessés. La Mission d'appui des

Nations unies en Libye a négocié un accord de paix entre les belligérants la semaine dernière, qui a mis fin aux violences. Toutefois, la septième brigade menace de rompre la trêve à Tripoli et de reprendre le combat pour « éliminer le crime et les gangs à Tripoli ».

Le gouvernement soutenu par l'ONU a rejeté mardi soir la menace de la septième brigade, et a confirmé sa volonté de maintenir la paix et la stabilité dans la capitale. La Mission de l'ONU a également appelé les parties de l'accord de paix à « s'abstenir de toute déclaration provocatrice ».

La Manul se félicite de la tenue d'élections municipales partielles

La Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul) a salué dimanche la tenue d'élections partielles des conseils municipaux dans les régions Beni Walid et Dirj (Ouest libyen).

« Les élections locales sont une étape importante dans la pratique démocratique », a souligné la mission dans un post sur son compte officiel Twitter.

« La commission centrale méritait d'être félicitée pour l'organisation de ce scrutin en dépit d'un grand nombre de contraintes », précise-t-on de même source.

Quelque 27 000 Libyens se sont rendus samedi aux urnes pour élire leurs représentants au sein des conseils municipaux de ces deux villes de l'ouest libyen.

Il s'agit du troisième scrutin au cours de 2018 après celui organisé pour l'élection des membres du conseil municipal de Zaouia, la quatrième plus grande ville de Libye.

La Libye compte plus de 100 municipalités représentant différentes villes et régions du pays et qui se préparent à organiser de nouvelles élections au cours de cette année et au début de 2019.

Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) avait annoncé l'octroi par l'Allemagne d'un soutien financier de deux millions d'euros pour l'organisation de ces élections municipales, portant à 3,4 millions d'euros le soutien financier total à cette opération.

M. G.

Tunisie

34 individus arrêtés pour tentative de migration clandestine vers l'Italie

Les unités de la garde maritime tunisienne ont déjoué, au courant de la nuit de samedi à dimanche, une tentative de franchissement illégal des frontières maritimes par 34 personnes, à partir de la plage de « Sidi Jameleddine » à Menzel Temime (gouvernorat de Nabeul), a déclaré une source sécuritaire.

« Les 34 personnes sont originaires de la capitale Tunis et sont âgées de 20 à 35 ans. Elles

étaient à bord d'une embarcation, au large », a précisé la même source citée par l'agence tunisienne TAP.

« Après consultation du procureur de la République, elles ont été transférées à la Brigade de renseignement maritime de la Garde nationale pour poursuivre l'enquête et prendre les mesures juridiques nécessaires », a ajouté la même source.

R. M.

Sahara occidental

Le quotidien allemand « Tagesspiegel » revient sur « le conflit oublié par la communauté internationale »

Le quotidien allemand « Tagesspiegel » a consacré, dans sa livraison d'hier, un article à la question du Sahara occidental et aux réfugiés sahraouis qui vivent depuis longtemps dans des camps de réfugiés à Tindouf.

L'auteur de cet article a donné un rappel historique sur l'origine du conflit sahraoui, qu'il a qualifié de « conflit oublié par la com-

munité internationale », tout en soulignant que le Maroc exploite la richesse minière de ce territoire.

Il a également abordé la question des réfugiés, soulignant que « plus de 160 000 ressortissants sahraouis vivent depuis longtemps dans des camps de réfugiés en Algérie, dans des circonstances difficiles ».

Le quotidien en question est revenu dans l'article sur l'accord de pêche signé entre le Maroc et l'Union européenne, en mettant l'accent sur la décision de la Cour de Justice de l'Union européenne (Cjue) qui a exclu le territoire du Sahara occidental et les eaux qui lui sont adjacentes du champ d'application de cet accord.

Raouf G.



États-Unis

Le sud-est toujours sous la menace des inondations

■ *Devant la montée de eaux après le passage de l'ouragan Florence, qui a fait au moins 15 morts depuis vendredi, sauveteurs et forces de l'ordre restaient mobilisés hier et «pour plusieurs jours» dans le sud-est des États-Unis pour porter secours aux populations menacées.*

Par Rima C.

Le patron de l'Agence fédérale des services d'urgence (Fema), Brock Long, a prévenu que le centre et l'ouest de la Caroline du Nord ainsi que la Virginie n'en avaient pas fini avec les intempéries. «Nous en avons encore pour plusieurs jours», a-t-il dit sur CNN. «Nous nous attendons à de gros dégâts», a-t-il lancé, précisant que des barrages risquaient d'être menacés à cause de la montée des eaux. Le gouverneur de Caroline du Nord, Roy Cooper, a souligné que des zones habituellement hors de danger pouvaient être inondées. «Soyez prêts à vous rendre dans des lieux sécurisés si on vous dit d'évacuer», a-t-il déclaré en conférence de presse à l'adresse de la population. Selon lui, 15 000

personnes se sont réfugiées dans les 150 centres d'accueil mis en place dans tout l'État. «Nous voulons éviter les tragédies», a affirmé pour sa part le gouverneur de Caroline du Sud, Henry McMaster. «Si vous vivez dans une zone à risque, il faut partir», a-t-il lancé lors d'une conférence de presse. Les sauveteurs ont secouru plus de 900 habitants des inondations alors qu'environ 700 000 foyers restaient sans électricité, a-t-il souligné. Le président américain Donald Trump a salué sur Twitter «les sauveteurs et les forces de l'ordre (qui) travaillent vraiment dur» pour aider la population. «Quand l'eau aura reflui, ils accéléreront encore le rythme», a-t-il ajouté. Champs inondés, rivières en crue, routes coupées, des zones entières du sud-est des États-Unis restaient sous les eaux. Dix décès dus aux

intempéries ont été confirmés par les autorités de Caroline du Nord et cinq par celles de Caroline du Sud. La tempête Florence a été rétrogradée en dépression tropicale dimanche mais les rafales de vent et les pluies diluviennes tombées depuis vendredi sur les deux États du sud-est restent un danger pour la population. Les autorités ont demandé aux habitants des zones à risque d'évacuer vers les centres d'accueil mis en place. Dimanche après-midi, la rivière Trent débordait au niveau de Pollocksville, en Caroline du Nord, l'État le plus touché, coupant le village en deux. Une trentaine de personnes ont été évacuées par la Garde nationale. Alors que la pluie venait de s'arrêter après être tombée sans discontinuer ou presque depuis que l'ouragan Florence a touché terre vendredi, Logan Sosebee a sorti son kayak pour transporter des vivres de l'autre côté de la rivière en crue. «On n'a toujours pas d'eau et d'électricité donc je suis content d'aider quand je le peux, il n'y a que ça à faire», dit-il à l'AFP. «Mais il y a beaucoup de courant, l'eau est montée à 3 ou 4 mètres et ça doit continuer pendant quelques jours», explique-t-il. Pourtant habitué aux ouragans, il se dit inquiet pour sa maison : «On n'a



PH. > D. R.

jamais été inondés comme ça, à part pour Floyd en 1999». Dans les villes frappées par la tempête, plusieurs cas de pillages ont été signalés et la police de Wilmington, en Caroline du Nord, a annoncé avoir arrêté cinq personnes qui s'en étaient pris à un supermarché. La tempête a fait «des dégâts importants» dans l'est de l'État, a précisé le gouverneur Cooper. «Il y a beaucoup de terres agricoles sous l'eau dans le

sud-est de l'État. Je suis inquiet des conséquences pour les cultures et les fermes», a-t-il dit après avoir survolé la zone. L'industrie agricole, le plus gros secteur économique de l'État, a été «durement frappée» par Florence, a renchéri le sénateur de Caroline du Nord, Thom Tillis. «En termes d'impact économique pour la reconstruction, nous parlons en milliards de dollars», a-t-il estimé sur Fox News. **R. C.**



Points chauds

Querelles

Par Fouzia Mahmoudi

Après la Seconde Guerre mondiale, avec son horifique bilan de dizaines de millions de morts, l'idée d'un meilleur futur était dans tous les esprits. Lors de la signature du traité de Rome, en 1958, qui scellaient le début de l'Union des nations européennes, l'espoir d'un futur harmonieux au sein de l'Europe se concrétisait. Plus de guerres, plus de querelles, mais seulement des intérêts et des projets communs devaient lier désormais les pays européens. L'Europe des Six était au départ composée de l'Allemagne, de la Belgique, de la France, de l'Italie, du Luxembourg et des Pays-Bas. Au fil des ans, de plus en plus de pays rejoignent la CEE, devenue l'UE, jusqu'à être composée de 27 nations aujourd'hui, 26 après le Brexit. Mais l'UE actuelle ne fait plus rêver personne tant les conflits internes sont nombreux. D'ailleurs, le chancelier autrichien Sebastian Kurz, dont le pays assume actuellement la présidence tournante de l'UE estime, et il n'est pas le premier, que l'Union européenne est traversée de «bien trop de tensions», à trois jours d'un sommet informel européen qui abordera la très clivante question migratoire. «Le principal objectif pendant notre présidence est de soutenir ceux qui souhaitent construire des ponts au sein de l'Union européenne, car il existe actuellement bien trop de tensions au sein de l'UE entre l'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud», a-t-il déclaré lors d'une visite officielle à Paris. «L'Union européenne ne peut engranger des succès que si nous travaillons et agissons ensemble», a-t-il ajouté avant un entretien avec le président français Emmanuel Macron, à trois jours d'un sommet informel européen à Salzbourg (Autriche). Parmi les dossiers à l'ordre du jour figurera la question migratoire, qui continue de provoquer de fortes crispations au sein de l'UE, malgré la chute considérable du nombre des arrivées sur les côtes européennes par rapport à l'afflux de 2015. Ce sujet alimente partout en Europe la montée des nationalismes, portant au pouvoir des gouvernements antimigrants, en Italie comme en Hongrie et en Autriche. Lors des élections européennes de mai 2019, Emmanuel Macron affiche son intention de mener campagne pour défendre une Europe «progressiste» contre le «repli nationaliste». Autre sujet de discorde entre partenaires européens : le budget de l'UE. La proposition du chef de l'État français de doter la zone euro d'un budget conséquent se heurte à l'hostilité de certains pays du Nord, en meilleure santé économique, qui craignent de devoir payer pour les pays du Sud. Le gouvernement populiste italien réclame quant à lui davantage d'argent pour tenter de résoudre la question migratoire, et a qualifié la semaine passée d'«inadéquat» le projet de budget de l'UE pour 2021-2027. Les querelles au sein de l'UE se multiplient et avant les migrants les problèmes de solvabilité de certains pays créaient déjà de nombreuses tensions. Finalement, l'UE n'a d'union que le nom alors qu'elle ne cesse de se déchirer et que certains de ces membres historiques commencent à plier bagages. **F. M.**

Nicaragua

Des milliers d'opposants dans la rue pour exiger le départ d'Ortega

Des milliers de Nicaraguayens ont défilé dimanche dans la capitale pour exiger la démission du président Daniel Ortega et la libération des «prisonniers politiques» emprisonnés depuis le mouvement populaire déclenché en avril dont la répression a fait plus de 320 morts. «Nous demandons que Daniel Ortega s'en aille après tant de morts et d'oppression, et parce que nous voulons un pays libre», a déclaré à l'AFP Pedro, un manifestant âgé de 65 ans, lors de la marche pour «sauver la patrie», qui a parcouru plusieurs kilomètres dans le nord-est de Managua. Convoquée par les formations de l'opposition, elle s'est tenue malgré la présence de centaines de policiers anti-émeute, regroupés en cordons par endroit pour canaliser les manifestants, qui leur lançaient des «assassins !» au passage, sans déclencher d'incidents. Jeunes ou adultes, personnes âgées ou enfants avec leur mère, la foule de tous âges a marché joyeusement sous un soleil de plomb en soufflant dans les vuvezelas, scandant des slogans contre le gouvernement et agitant une marée de drapeaux bleus et blancs, emblèmes du Nicaragua. D'autres dansaient ou chantaient

au rythme des chants diffusés par les hauts-parleurs demandant au président «qu'il s'en aille» et quitte le pouvoir. «On veut la sortie d'Ortega parce qu'il a fait beaucoup de mal au Nicaragua. On demande qu'ils avancent les élections prévues en 2021 à 2019», a déclaré à l'AFP au milieu de la foule Javier Franco, 49 ans. Il s'est dit solidaire des prisonniers qui, selon lui, «sont torturés dans la prison d'El Chipote» de la

capitale, et où des cas de viols ont été dénoncés. Daniel Ortega, au pouvoir depuis 11 ans, a rejeté toute idée d'avancer les élections ou de démissionner pour mettre fin à la crise qui secoue le pays depuis le 18 avril, date du début de la vague de manifestations qui exigent son départ et celui de son épouse, la vice-présidente du pays, Rosario Murillo, tous deux accusés de vouloir instaurer une dictature.

Cuba/ États-Unis

Les relations «sont en recul», selon le président cubain Diaz-Canel

Les relations entre Cuba et les États-Unis «sont en recul» depuis l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche, a déclaré dimanche le président cubain Miguel Diaz-Canel, dans un entretien à la chaîne Telesur. «Les relations, aujourd'hui, sont en recul. Nous maintenons encore des voies de dialogue et notre position est de ne rejeter à aucun moment les possibilités de dialogue, mais cela doit se faire entre égaux, on doit nous respecter et ne pas conditionner notre souveraineté», a affirmé le dirigeant socialiste qui a succédé à Raul Castro en avril. Cuba et les États-Unis avaient rétabli leurs relations en juillet 2015 après plus de 50 ans de rupture, mais le Congrès américain avait maintenu l'embargo économique en vigueur depuis 1962, contre la volonté du président à l'époque, Barack Obama. L'arrivée de Donald Trump a ensuite marqué un nouveau coup de froid avec le rétablissement de sanctions en novembre 2017 puis un épisode, encore non élucidé, d'«incidents de santé» qu'auraient subi des diplomates américains à Cuba, entraînant la réduction du personnel des États-Unis présent à La Havane.



Du 19 au 21 septembre à Mostaganem

6^e édition du Festival national de la poésie Melhoun

■ La sixième édition du Festival culturel national de poésie du genre Melhoun, dédiée à Sidi Lakhdar Benkhelouf, sera organisée à Mostaganem du 19 au 21 septembre, a-t-on appris dimanche du commissaire de cette manifestation, Abdelkader Bendaamache.

Par Adéla S.

Cette édition du Festival de la poésie Melhoun entend «confirmer l'importance de préserver le patrimoine oral et sa transmission aux générations», a indiqué M. Bendaamache dans un point de presse, ajoutant que cet acte culturel ne nécessite pas des moyens matériels mais de la volonté et de la force mentale pour mettre en valeur la littérature poétique.

Le programme de cette manifestation culturelle prévoit un colloque national sur la poésie Melhoun sous le slogan «De la mémoire à la révision», avec la participation d'universitaires et

d'hommes de lettres de Mostaganem, Alger, Biskra, Tiaret, Blida, Guelma et Souk Ahras.

Prévu à la bibliothèque principale de lecture publique «Moulay Belhamissi», ce colloque sera ponctué par des recommandations émanant des présents qui ont pour ambition de faire sortir le patrimoine national immatériel du caractère oral à l'écrit et à l'éditer.

Le numéro 7 de la revue du festival sera publié ainsi qu'un ouvrage collectif regroupant les œuvres du 5^e Festival national de la poésie Melhoun organisé sous le slogan «Melhoun, poésie libre».

A la cérémonie d'ouverture de ce festival, un hommage

sera rendu à cheikh Djilalli Bensebbane (1906-2005) en guise de reconnaissance à ses contributions pour préserver le patrimoine et l'identité algérienne, en plus de la projection d'un documentaire sur sa vie, sa carrière et ses œuvres dans le genre bédouin oranais.

En outre, trois soirées artistiques en genres bédouin, chaabi et hawzi sont prévues avec la participation d'artistes d'Alger, Mostaganem, Ain Defla, Relizane, Annaba dont cheikh Lahcen Drissi, Mohamed Adoui, Abdelkader Chaou, Lounici Mohamed Yacine, Brahim Hadjadj, cheikh Chiguer, Bendehiba Touhari et Ahmed El Relizani.

A. S./APS



Décès de Djamel Allam

Le rapatriement de la dépouille et les obsèques pris en charge par l'Onda

Les funérailles et le rapatriement en Algérie de la dépouille de l'artiste Djamel Allam, décédé samedi à Paris à l'âge de 71 ans, sont pris en charge par l'Office national des droits d'auteur et droits voisins, a indiqué dimanche un communiqué du ministère de la Culture.

Le transport des artistes d'Alger vers Béjaïa sera assuré

également par l'Office qui a mobilisé un bus pour leur permettre d'assister aux obsèques qui auront lieu mardi à Béjaïa, ville natale de Djamel Allam, a précisé la même source.

La dépouille du musicien sera acheminée mardi vers l'aéroport international Abane-Ramdane de Béjaïa où une cérémonie de recueillement est prévue, a annoncé à l'APS le frère du

chanteur, Rabah Allam, précisant que l'enterrement aura lieu au cimetière de Sidi M'hamed Amokrane, au centre-ville de Béjaïa.

L'Office, qui prend en charge les frais du rapatriement de tout artiste membre décédé à l'étranger, avait organisé en novembre dernier à Béjaïa un gala grandiose en hommage à Djamel Allam, qui était présent en dépit

de son état de santé sérieusement dégradé, souffrant d'un cancer du pancréas.

Avec une carrière artistique de 40 ans, Djamel Allam s'est affirmé autant sur la scène musicale nationale qu'internationale comme un des illustres porteurs de la chanson kabyle moderne.

L'artiste, qui compte à son actif plusieurs œuvres musicales

à succès, a contribué à donner à la musique kabyle une dimension internationale. Dans le cinéma, Djamel Allam a réalisé «Banc public», un court métrage sorti en 2012 et signé des musiques de films, notamment «P r e n d s 10 000 balles et casse-toi» de Mahmoud Zemouri et «La pirogue» de Jean-Claude Berget. Devant la caméra, l'artiste a été distribué dans plusieurs longs métrages, notamment «Mostefa Ben Boulaid» d'Ahmed Rachedi et «Le refus» de Mohamed Bouamari.

Racim C.

Prochainement à Tlemcen

Hommage à titre posthume au peintre Mesli Choukri

Un hommage sera rendu à titre posthume à l'artiste peintre Mesli Choukri à la maison de la culture Abdelkader -Alloula de Tlemcen le mois d'octobre prochain, a-t-on appris dimanche du directeur de cet établissement culturel.

L'hommage qui coïncidera avec l'organisation de la 11^e édition du Salon national des arts plastiques «Abdelhalim-Hemch», devant regrouper quelque 70 artistes plasticiens de toute l'Algérie, comportera, a indiqué A. Abdelhak, une série de conférences suivies de débats sur la vie, le parcours et l'œuvre de cet artiste peintre natif de Tlemcen en 1931 et qui avait fait une longue carrière artistique en France. L'artiste est mort le 13 novembre 2017. Cette nouvelle édition du Salon national des arts plastiques, à travers laquelle sera rendu cet hommage, comportera en outre des ateliers de formation au pro-

fit des écoliers de Tlemcen, a souligné le même responsable, précisant que la maison de la culture a élaboré un programme varié d'activités qui courra jusqu'à la fin de l'année, à même de répondre à tous les goûts artistiques.

Dans ce cadre, une exposition d'arts plastiques est prévue à partir de la semaine prochaine au niveau du Centre des arts et des expositions de Kouidia (Tlemcen) en collaboration avec Carex. Elle est réservée aux artistes plasticiens de la ville de Ghazaouet, a-t-on précisé.

La maison de la culture «Abdelkader-Alloula», qui constitue un véritable pôle de rayonnement et de développement culturel, s'intéresse également aux jeunes enfants puisqu'elle programme tous les quinze jours un spectacle pour enfants animé par des troupes de différentes wilayas.

Les mois qui restent de l'année 2018 verront également la présentation de quatre pièces de théâtre pour adultes. Ce sont quatre nouveaux produits du Théâtre national algérien «Mahieddine-Bachtarzi», a précisé le même responsable, qui a ajouté que des soirées musicales et des expositions photographiques sont également prévues.

La maison de la culture «Abdelkader-Alloula» a réussi, en dépit de la réalisation de nouvelles infrastructures culturelles à Tlemcen, à sauvegarder jusque-là sa place comme plaque tournante du mouvement culturel local. Grâce à ses bibliothèques pour adultes et enfants et ses 14 ateliers de formation dans les langues, le théâtre, la musique et le dessin, cet établissement culturel a pu fidéliser le public tlemcénien.

Lamine H.

Dédié à la culture de la paix à Oran

Près de 50 participants au concours photographique

Près de 50 jeunes ont participé à un concours lancé à Oran sous le thème de «La paix à travers l'œil du photographe», en perspective de la célébration de la Journée internationale de la paix (21 septembre), a-t-on appris dimanche auprès des organisateurs.

Cette épreuve artistique a suscité l'intérêt de jeunes amateurs de différentes wilayas du pays, a précisé Soumaya

Hassam, cadre à l'association socioculturelle locale «Santé Sidi El-Houari», dans une déclaration à l'APS à la clôture de l'appel à participation.

Les vingt meilleures photos seront dévoilées lors d'une exposition prévue le 22 septembre prochain au siège de «SDH», a-t-elle indiqué, saluant la contribution du Club universitaire «Sawar» à l'organisation de cette activité. Le concours intervient

dans le cadre du programme «Niya, pour une culture de la paix», coordonné par M^{me} Hassam, et qui vise à promouvoir les notions d'interculturalité et d'acceptation de l'autre.

«Niya, pour une culture de la paix» est porté par «SDH» en partenariat avec l'Association des centres d'animation de quartiers de Bordeaux (ACQAB/France) et ce, dans le cadre du programme concerté pluri-acteur

«Joussour» (PCPA). La formation d'animateurs socioculturels est au cœur de ce programme qui sera couronné dans quelques mois par la tenue d'un Festival national dédié à la promotion de la paix et du vivre-ensemble.

L'Algérie est l'initiatrice de la Journée internationale du «vivre-ensemble» dont la 1^{re} édition a été célébrée le 16 mai dernier.

Hania D.

AGEND'ART

Espace d'exposition de l'Agence communale des manifestations culturelles et artistiques d'Oran

Jusqu'au 25 septembre : Exposition de peinture de l'artiste Chérif Belzina.

Centre Culturel Mustapha-Kateb (5, rue Didouche-Mourad, Alger-Centre)

Jusqu'au 27 septembre : Exposition de peinture de l'artiste peintre Bachir Toudji.

Galerie d'Arts Asselah (39, rue Asselah-Hocine, Alger-Centre)

Jusqu'au 27 septembre : Exposition collective de peinture.

Palais des raïs d'Alger (Basse-Casbah, Alger)

Jusqu'au 20 septembre : Exposition de photos de la photographe Amel Dekar, intitulée «Fameuse, femme artiste» (Hasna Behcharia, Souad Asli, Lila Borsali...)

Al Marhoon Gallery (Cité 574 logements Saïd-Hamdine, Alger)

Jusqu'au 27 octobre : Exposition «The Gold Sellers» séries 2018, de Sabrina Belouaâr.



MC Oran
«Baba» pense à engager
un nouvel entraîneur

LE MC ORAN, qui a concédé samedi soir sa troisième défaite en autant de matchs en déplacement depuis le début du championnat de Ligue 1 de football, engagera cette semaine un nouveau entraîneur, a promis son président Ahmed Belhadj. Le nouveau coach succédera à Badou Zaki qui n'a plus donné signe de vie depuis qu'il était rentré chez lui au Maroc, il y a de cela près de deux semaines, pour des «raisons personnelles». Mais entre-temps, le président Belhadj avait laissé entendre qu'il comptait résilier «à l'amiable» le contrat de l'ancien sélectionneur des «Lions de l'Atlas», surtout que les résultats des premiers matchs de l'équipe n'étaient pas à la hauteur des espérances, au moment où les rapports du technicien avec ses joueurs commençaient sérieusement à se détériorer. Cependant, et en l'absence de Badou Zaki, les «Hamraoua» ont réussi, mardi dernier, à se ressaisir en remportant leur premier match de la saison après avoir battu à domicile l'AS Aïn M'lila (3-1), sous la houlette d'un staff technique provisoire composé notamment de l'entraîneur de l'équipe de réserve et le préparateur physique. Les protégés

du président Belhadj sont toutefois vite retournés à la case départ en s'inclinant samedi soir à Alger sur le terrain du Paradou (3-2), une amère défaite puisqu'ils menaient au score à la mi-temps (2-0). A l'issue de cette nouvelle contre-performance, le premier responsable du MCO s'est rendu compte de l'urgence d'engager un nouvel entraîneur et a promis de le faire au cours de cette semaine. Evoquant les raisons des difficultés éprouvées par les siens en ce début de championnat, eux qui avaient pourtant promis monts et merveilles à leur galerie durant l'intersaison, Belhadj dit «Baba», a fait savoir que ses joueurs «se sont plaints de la mauvaise préparation effectuée lors de l'intersaison», une période au cours de laquelle ils ont séjourné pendant trois semaines en Turquie où ils ont disputé pas moins de cinq matchs amicaux, avant de poursuivre leur préparation de pré-saison à Oran. Après six journées de championnat, le MCO, qui court après son premier titre de champion depuis 1993, occupe la 13^e place au classement avec cinq points. L'équipe accueillera, lors de la prochaine journée, le MC Alger au stade Ahmed-Zabana.

Cyclisme/Grand Prix de Blangy-Sur-Bresle (36^e édition)
Yacine Chalel abandonne

LE CYCLISTE algérien Yacine Chalel, champion d'Afrique en scratch et sociétaire du club français «Olympique CVO», n'est pas allé au bout de la 36^e édition du Grand Prix de Blangy-Sur-Bresle, disputé samedi soir en Seine-Maritime et remporté par Théo Ngonne. Le sociétaire du CC Nogent-Sur-Oise a été en effet le premier à boucler les 147,6 kilomètres de cette course, devant Adrien Quinio (UC Briochine) et Jean-Lou Watrelot (Dunkerque Littoral Cyclisme), ayant complété le podium, respectivement aux 2^e et 3^e places. Outre Chalel, «29 autres cyclistes sur les 100 qui ont pris part à cette course ont abandonné», selon les organisa-

teurs, n'ayant cependant pas précisé le motif de ces différents retraits. De leur côté, Guillaume Sergent (Vil Saint-Germain) et Guillaume Thevenot (Nogent Oise) n'ont «même pas» entamé cette course, ayant déclaré forfait bien avant le départ. Ce dimanche, Chalel sera engagé dans le Grand Prix d'Avesnes-Les-Aubert, prévu à 14h15 (heure algérienne), sur une distance de 110,6 km (7,9km x 14 tours) dans le département du Nord (France). L'Algérien disputera deux autres courses : Paris-Chalette-Vierzon et le Duo Normand, avant la Coupe de France 2018 de cyclisme sur piste, prévue prochainement à Bordeaux.

Championnat d'Afrique de natation/Eaux libres
L'Algérie termine 3^e avec 21 médailles

LA SÉLECTION algérienne de natation a obtenu une nouvelle médaille d'or, grâce à la nageuse Souad Cherouati, au terme des compétitions de natation en eaux libres qui se sont déroulées dimanche au barrage de Boukerdane (wilaya de Tipaza), dans le cadre de la 13^e édition du Championnat d'Afrique de natation (10-16 septembre). La compétition prend ainsi fin avec une 3^e place pour l'Algérie, et un palmarès de 21 médailles, dont trois en or, derrière l'Egypte tenante du titre (34 médailles) et l'Afrique du Sud avec 39 médailles. La 7^e et dernière journée de ce Championnat africain, marquée par le déroulement de la compétition de 5 km en eaux libres, a vu la distinction de la nageuse algérienne Cherouati Souad qui a obtenu la 3^e médaille en or pour l'Algérie avec un chrono de 1 :2.49. Au terme de la 6^e et avant-dernière journée de ce



Championnat, clôturé samedi, l'Algérie a terminé 3^e au podium avec 20 médailles, dont deux en or. Dans sa déclaration à la presse, Cherouati s'est dite heureuse de cet exploit, «fruit des efforts de toute une saison de préparation», a-t-elle assuré, tout en exprimant le souhait de continuer sur cette lancée, d'autant plus que la concurrence était rude avec les nageuses égyptiennes, a-t-elle relevé. La sélection égyptienne, tenante du titre, a ajouté 4 nouvelles médailles (or, argent et deux en bronze) à son palmarès. Chez les messieurs, la première place du podium est revenue à l'Egyptien Mraoui Merouane (57.28), suivi du Marocain Sabir Said et de l'Egyptien El Bahri Ada. Chez les dames, la première place est revenue à l'Algérienne Souad Cherouati suivie en 2^e position par l'égyptienne Atef Shadha.

Coupe de la Confédération (1/4 de finale aller)
L'USMA battue à Port Saïd

■ L'USM Alger a perdu la première manche des quarts de finale de la Coupe de la Confédération africaine de football en se faisant battre, avant-hier soir, par la formation égyptienne du Masry de Port Saïd sur le score écriqué de (1/0).



Par Mahfoud M.

Les Rouge et Noir ont laissé des plumes lors de cette rencontre aller qui s'est jouée à Port Saïd, en attendant de disputer la manche retour le 23 septembre prochain au stade du 8-Mai-45 de Sétif, en raison de la non-disponibilité du stade du 5-Juillet d'Alger et la non-qualification par la CAF de son fief habituel, le stade Omar-Hamadi (ex-Bologhine). Les poulains du français Frogger étaient pourtant décidés à revenir avec un résultat probant pour garder intactes leurs chances de qualification au dernier carré. A noter que le seul but de la partie a été inscrit par Mahmoud Wadi à la 54'. Pourtant, les gars de Soustara se sont créés de nombreuses occa-

sions notamment par Meziane, Ibara et Yaya qui ont assiégé les bois du portier de Port Saïd, Abdelouhad, sans succès, surtout que ces occasions manquaient de précision en plus de la parfaite organisation des Egyptiens qui ont bien quadrillé leur zone. La première mi-temps a été quelque peu terne et les deux équipes ont attendu la deuxième période pour voir le jeu devenir plus intense, surtout après l'ouverture du score par Wadi d'une talonnade. Souhaitant accrocher un nul pour avoir la tâche plus facile à la manche retour, les Usmistes se sont donnés à fond lors des derniers moments de cette partie, mais le Malien Ibara a été maladroit dans les temps morts, faisant perdre à son équipe une occasion en or de revenir avec le

nul qui aurait pu lui donner des ailes avant la seconde manche. Malgré cela, les gars de Soustara gardent espoir de se qualifier au dernier carré, surtout qu'ils n'auront qu'à inscrire un seul but pour remettre les pendules à l'heure, alors qu'ils doivent en marquer deux pour se qualifier. «Nous n'avons pas eu assez de chance dans ce match. On a eu affaire à une équipe bien organisée qui a su quadriller le terrain comme il se doit. Après le but des Egyptiens, on a tenté de revenir dans les ultimes moments, mais on n'a pas pu égaliser», a souligné Frogger qui reste optimiste et indique que son équipe fera tout ce qui est en son pouvoir pour revenir en force au match retour et s'assurer la qualification.

M. M.

Humilié par la JSK en match décalé de la 6^e journée
Le MCA s'engouffre dans la crise

Le Mouloudia d'Alger s'est engouffré dans une véritable crise avec la gifle reçue de la JS

Kabylie qui l'a battu avant-hier après-midi au stade de Bologhine pour le compte d'un match décalé de la 6^e journée de la Ligue 1 Mobilis. Les Vert et Rouge ont été sans âme lors de ce match, ce qui a permis aux Canaris de se balader et inscrire cinq buts respectivement par Ouchi (9^e et 90'), Benyoucef (12'), Fiston (30') et Cheti (70'). Les gars du Mouloudia étaient complètement transparents et n'ont pu se procurer aucune occasion sachant que le portier de la JSK, Salhi, était au repos et n'a pas eu trop à intervenir. Pourtant, les «Chnaoua» avaient espoir en le retour en force de leur équipe, surtout avec la réapparition de l'enfant terrible du MCA, Rafik Saïfi, intronisé à la barre technique en remplacement du Français Bernard Casoni. Le coach adjoint du MCA, Farès Belkhir, a reconnu à la fin de la rencontre que les raisons de cette défaite sont purement sportives et qu'il n'y a pas de choses extra-sportives qui ont

amené à ce revers comme l'insinuerait certains fans été surpris par cette large défaite. «On a encaissé trois buts en un temps court et cela a influé sur le moral des joueurs qui étaient abattus et cela a conduit à cette large défaite», a-t-il souligné. Il ajoutera que le score aurait été plus large, n'était l'intervention du portier Chaâl qui a effectué des arrêts décisifs. Il affirmera que tout le monde assume ses responsabilités avec cette lourde défaite, refusant de faire porter le chapeau de cet échec aux défenseurs Mebarakou et Demmou qui étaient de véritables passeoires lors de ce match. Les joueurs et membres de l'équipe ont été pris à parti par les fans à la fin du match et les ont même suivis jusqu'à l'école de l'hôtellerie d'Aïn Benian où l'équipe avait passé la nuit et où les joueurs étaient revenus pour récupérer leurs effets personnels et leurs véhicules.

M. M.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Oran/Au large de la plage Cap Falcon

19 candidats à la harga interceptés

19 CANDIDATS à l'émigration clandestine, dont 3 mineurs, ont été interceptés dimanche par les éléments des gardes-côtes de la wilaya d'Oran au large de la plage de Cap Falcon, dans la daïra d'Aïn el Turck, a-t-on appris hier de ce corps constitué. Ces jeunes qui se trouvaient à bord d'une embarcation de type «zodiac», dotée

d'un moteur, ont été repérés au large de Cap Falcon. Ils tentaient de rejoindre les côtes espagnoles. Les mis en cause ont été conduits au port d'Oran où les services de la police des frontières de cette entreprise portuaire ont établi des procès-verbaux avant de les présenter ultérieurement devant la justice.

May H.

Face aux intempéries

Le citoyen appelé au respect des consignes contre les risques

UNE SÉRIE de consignes, générales et spécifiques, contre les risques ont été adoptées par les services de la Protection civile pour sensibiliser le citoyen et l'associer au programme de prévention, suite aux perturbations climatiques qui ont récemment affecté plusieurs régions du pays et engendré des pertes humaines et dégâts matériels, annonce hier un communiqué de ce corps.

Ainsi, en cas d'inondations et d'intempéries, il est recommandé de fermer portes, fenêtres et aérations, pour ralentir l'entrée de l'eau et limiter les dégâts, tout comme il est conseillé de couper l'alimentation en électricité et gaz pour éviter toute électrocution ou explosion. En de telles circonstances, le citoyen est également appelé à monter aux étages supérieurs des habitations, muni de plusieurs objets utiles et denrées alimentaires, tels que de l'eau potable, des vivres, ses papiers d'identité, d'une radio à piles, d'une lampe de poche, de piles de rechange, de vêtements chauds et de médicaments pour attendre les secours dans les meilleures conditions. Il est outre recommandé de ne pas emprunter l'ascenseur pour éviter de se retrouver bloqué et de rester à l'écoute de la radio pour être à jour concernant les consignes à respecter. Le citoyen est également appelé à garder son calme et se tenir prêt à évacuer les lieux à la demande des autorités, et, de préférence, de fermer son habitation avant de quitter les lieux.

Selon la même source, il est conseillé aussi de ne pas aller chercher les enfants à l'école, celle-ci les prenant en charge sur place et de libérer les lignes téléphoniques pour permettre aux secours de la Protection civile de prendre les éventuels appels en détresse. Tout comme il faudra éviter de se rendre à pied ou en voiture dans une zone inondée, pour ne pas s'exposer au danger. Un certain nombre de consignes spécifiques sont par ailleurs recommandées concernant les risques

à gérer après le sinistre à l'intérieur des domiciles. A titre d'exemple et parmi ces mesures, il est vivement conseillé d'aérer, de désinfecter à l'eau de javel et de chauffer les lieux dès que possible et de ne pas rétablir le courant électrique que si l'installation est sèche. Dans le même sillage, et lorsque les conditions météorologiques sont défavorables, les usagers de la route sont invités à adapter leur conduite et leur comportement aux conditions de circulation rendues difficiles, en raison des chutes de pluie et de la chaussée glissante qui augmentent les distances de freinage et réduisent la visibilité. Il est également important, dans ces conditions, de réduire sa vitesse de circulation, d'augmenter les distances entre les véhicules, d'allumer ses feux de croisement, ainsi que les feux arrière de brouillard, en cas de très fortes pluies et pendant le trajet, et bien sûr de respecter le code de la route. «Chaque citoyen doit prendre conscience de sa propre vulnérabilité face aux risques et pouvoir l'évaluer pour la minimiser», souligne le communiqué de la Protection civile qui appelle «à la nécessité de se tenir informé sur la nature des risques qui nous menacent et qui exigent une vigilance accrue de la part de tous».

Kamel L.

L'EUROPE FACE AUX FLUX MIGRATOIRES



Djalou@hotmail.com

Décès du célèbre chanteur

La dépouille de Djamel Allam rapatriée aujourd'hui

■ Un comité citoyen pour l'organisation des obsèques du célèbre chanteur Djamel Allam a été installé avant-hier.

Par H. Cherfa

Le comité citoyen devrait travailler en étroite collaboration avec sa famille, les autorités locales, les accompagnateurs du défunt depuis la France et l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (ONDA) afin de gérer l'arrivée de la dépouille et surtout les foules qui sont attendues, que ce soit au TRB ou à l'aéroport et même au cimetière lors de son inhumation. Le comité regroupe des artistes-chanteurs de la région et d'ailleurs, écrivains, journalistes, militants, syndicalistes, industriels, amis, voisins et des citoyens de la ville de Béjaïa,

notamment ses fans. Cet organe se donne pour mission d'aider la famille du regretté dans l'organisation des funérailles afin que l'hommage populaire soit à la hauteur du grand artiste dont la dépouille mortelle arrive ce matin à 9h à l'aéroport Abane-Ramdane de Béjaïa où un accueil populaire lui sera réservé. La dépouille du célèbre artiste devrait être acheminée à son domicile, à la cité des 600 logements à Ihaddaden, avant d'être exposée un peu plus tard vers 10h au niveau du théâtre régional de Béjaïa. La levée du corps se fera à partir du TRB en direction de la mosquée Sidi Soufi où aura lieu la prière du mort après celle du Dohr. La dépouille du

célèbre interprète du chef-d'œuvre artistique «Mara d'youghal» (Quand il reviendra) sera ensuite inhumée au cimetière Sidi M'hand Amokrane. Le comité citoyen installé pour l'organisation des funérailles de l'illustre chanteur «appelle la population à rendre un vibrant hommage à cet enfant du peuple en faisant en sorte que sa voix et son chant résonnent tout au long de cette semaine». Le même comité appelle la population à «venir massivement au TRB où la dépouille sera exposée pour un ultime hommage et l'accompagner à sa dernière demeure».

H. C.

Ouargla

32 400 ha de terres non exploitées récupérées

UNE SURFACE globale de 32 476 hectares des terres agricoles non exploitées par les bénéficiaires de la concession agricole a été récupérée durant les trois derniers mois dans la wilaya de Ouargla, a-t-on appris hier de la direction locale des services agricoles. Inscrite au titre des mesures prises pour l'assainissement du foncier agricole, cette opération a été effectuée par la commission de wilaya mise en place, à cet effet, en juin dernier sur instructions du ministère l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire (MICALAT), a expliqué le responsable de la vulgarisation agricole à la DSA. Composée de cadres de la wilaya, de l'Office national des terres agricoles ONTA-Ouargla, de la DSA, de la Conservation des forêts et

des 21 communes de la wilaya de Ouargla, cette commission a entamé dernièrement des visites et sorties de terrain pour s'enquérir du foncier attribué dans le cadre de la concession agricole, a expliqué Brahim Korichi. L'opération, qui a ciblé en premier lieu les terres concédées depuis 2012 et qui devra se poursuivre au 31 décembre prochain, a donné lieu jusqu'ici à l'assainissement de 26 800 ha récupérés, soit l'annulation de 202 titres d'attribution, dont les dossiers des bénéficiaires sont au niveau des services des domaines pour les procédures d'annulation, alors que 124 dossiers concernant une surface de 4 607 ha se trouvent au niveau de l'ONTA et attendent leur annulation par la Commission nationale du suivi du foncier

agricole, a-t-on indiqué de même source. Pas moins de 454 autres bénéficiaires, issus des différentes communes de la wilaya, ont été touchés par l'application de la loi 18/83 et l'opération a permis la récupération de 1 069 hectares. Le wali de Ouargla a mis l'accent, à plusieurs occasions, sur la nécessité d'assainir le foncier agricole pour récupérer les terres non exploitées et les réaffecter à des investisseurs sérieux. Selon les explications de la DSA, les avantages accordés aux investisseurs agricoles pour la concrétisation des exploitations individuelles ou collectives ont permis une nette extension des superficies agricoles qui sont passées de 68 000 ha en 2013 à plus de 145 000 ha actuellement.

Ghani Y.